

<https://xn--lecanardpublicain-jwb.net/spip.php?article488>



"Dans l'indifférence de la communauté internationale, les gouvernements du Bahreïn et du Yémen continuent leur pression ciblée"



Publication date: vendredi 3 Juin 2011

- International -

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

« BAHREÏN

Au cours des derniers jours, les autorités ont procédé à de nouvelles arrestations de photographes et photojournalistes, qui ont couvert le mouvement pro-démocratique en cours au Bahreïn depuis la mi-février. La liste des victimes ne cesse de s'allonger. En procédant à des arrestations ciblées, les autorités bahreïniennes veillent à limiter au maximum la couverture médiatique de la répression, à verrouiller l'information et les images sur le Bahreïn. Reporters sans frontières demande la libération immédiate de ces photographes et de l'ensemble des personnes arrêtées pour avoir diffusé de l'information relative aux manifestations et à la vague de répression. L'organisation demande également l'abandon des charges qui pèsent sur **Hassan Salman Al-Ma'atooq**, photographe condamné à trois ans de prison ferme.

D'après nos informations recueillies, Hassan Salman Al-Ma'atooq, photographe (et infirmier) de 29 ans, arrêté le 23 mars dernier, aurait été condamné, le 12 mai dernier, par une cour militaire à une peine de trois ans de prison ferme. Quatre chefs d'accusation ont été retenus à son encontre, parmi lesquels deux sont liés à sa profession de photographe (fabrication d'images de blessés et diffusion de fausses images et fausses informations).

Reporters sans frontières a, par ailleurs, appris l'arrestation, le 8 mai dernier, de **Mohamed Ali Al-Aradi**, qui travaille pour le journal *Al-Bilad*, et le 14 mai, d'**Abdullah Hassan**, qui travaillait jusqu'à récemment pour le journal *Al-Watan*, avant d'être licencié. Il avait été blessé, le 13 mars, alors qu'il couvrait les affrontements entre manifestants et forces de sécurité. Le photographe **Mohamed Salman Al-Sheikh**, président de la Bahrain Society of Photography (Société de photographie du Bahreïn), arrêté le 11 mai dans son appartement situé dans le village de Sanabis (dans le nord du pays, à l'ouest de Manama), est quant à lui toujours détenu. Le photographe **Nedhal Nooh**, membre de la Bahrain Society of Photography (Société de photographie du Bahreïn), a été convoqué pour un interrogatoire le 18 mai à Riffa Ouest (deuxième ville du pays, au sud de la capitale). Il est également détenu depuis.

Fadel Habib, éditorialiste pour *Al-Wasat*, qui travaille principalement sur les questions d'éducation, a été arrêté le 20 mai dernier, à un check-point. Il a été libéré le 23 mai au soir. La journaliste **Naziha Saeed** [1], collaboratrice de *Radio Monte-Carlo* et de *France24*, a quant à elle été convoquée le 22 mai et interrogée pendant près de douze heures. Elle était intervenue à plusieurs reprises dans les médias étrangers pour faire mention de la répression violente orchestrée par les autorités au cours des derniers mois.

Le photojournaliste **Mazen Mahdi**, qui travaille pour l'agence de presse allemande *DPA*, convoqué le même jour, a été relâché deux heures plus tard, après avoir été principalement interrogé sur son activité sur Twitter pendant le mouvement de protestation, sur son travail pour la *DPA* et sur des liens présumés à des médias libanais ou iraniens. Il a été menotté, les yeux bandés, frappé à plusieurs reprises, et menacé de torture. Il avait déjà été interpellé en mars dernier pour avoir pris en photos des casseurs en train de vandaliser des magasins. L'organisation a appris la libération, le 20 mai dernier, d'**Ali Abdulkarim Al-Kufi**, également membre de la Bahrain Society of Photography, et de **Hassan Al-Nasheet**, arrêtés le 15 mai dernier. **Haider Mohamed Al-Noaimi**, journaliste d'*Al-Wasat*, a, pour sa part, été libéré le 22 mai.

En outre, le procès des trois principaux journalistes du journal d'opposition *Al-Wasat*, accusés d'avoir commis de "graves abus", s'est ouvert le 18 mai dernier, devant la Cour pénale supérieure du Royaume du Bahreïn. Le rédacteur en chef, **Mansour Al-Jamari**, le directeur de publication, **Walid Nouhid**, et le responsable des pages d'informations locales **Aqil Mirza** sont accusés d'avoir diffusé des informations fausses et mensongères, portant atteinte à l'image et à la réputation du pays à l'étranger (lire : <http://fr.rsf.org/bahreïn-volonte-d...>). Selon une déclaration de Mansour Al-Jamari à *Reuters*, le parquet a ajouté la charge d' "intention de causer de l'instabilité au Bahreïn", passible de deux ans de prison ferme. Les trois journalistes ont plaidé non coupables.

Le rédacteur en chef reconnaît que six articles contenant des informations douteuses ont été publiés. Toutefois, il souligne que ces articles ont été envoyés par courriel à partir d'une même adresse IP, comprenant de faux numéros de portable. Mansour Al-Jamari suspecte une campagne visant à "répandre de fausses informations".

Le journal d'opposition *Al-Wasaf*, fondé en 2002, avait été interdit par les autorités le 3 avril 2011, suite à la diffusion, la veille, d'un programme intitulé "Media Watch" par la télévision nationale accusant le journal de vouloir "nuire à la stabilité et à la sécurité du Bahreïn". L'organe de régulation des médias (Information Affairs Authority) avait, quant à lui, décidé d'autoriser à nouveau sa parution et distribution à compter du 4 avril, sous un nouveau directeur. Contrairement à l'annonce faite auparavant, le conseil d'administration du journal est revenu sur sa décision de fermeture.

En outre, à l'issue de l'audience du 22 mai, au cours de laquelle des témoins ont été entendus, le juge a fixé au 25 mai la prochaine session pour le procès de 21 militants des droits de l'homme et membres de l'opposition a été reportée au 25 mai prochain. Parmi les accusés présents au procès, figure le blogueur **Abduljalil Al-Singace**. **Ali Abdulemam**, blogueur réputé, considéré comme l'un des pionniers d'Internet dans le pays, est quant à lui jugé par contumace. Malgré les instructions du juge, il semblerait que la plupart des détenus aient été maintenus à l'isolement.

Sont toujours détenus :

Faysal Hayyat, Ali Jawad, Abdullah Alawi et Jassem Al-Sabbagh, arrêtés après avoir dû démissionner du journal *Al-Bilad*.

Ali Omid, Hani Al-Tayf, Fadel Al-Marzouk, Hossein Abdalsjad Abdul Hossein Al-Abbas, Jaffar Abdalsjad Abdul Hossein Al-Abbas, Hamza Ahmed Youssef Al-Dairi et Ahmed Youssef Al-Dairi, administrateurs et modérateurs de forums.

Hossein Abbas Salem, photographe.

Abbas Al-Murshid, journaliste freelance et écrivain, qui contribue également à plusieurs forums en ligne, arrêté le 16 mai dernier.

YEMEN

Les autorités yéménites poursuivent, elles aussi, les exactions contre la liberté de la presse. Ainsi, le 21 mai dernier à l'aube, trois individus à la solde du régime (baltagiyas) ont pris d'assaut le siège du quotidien indépendant *Al-Oula* à Sanaa. Un employé du journal, **Hassan Saïd**, victime de plusieurs coups de couteau a dû être transféré à l'hôpital dans un état grave.

Le 19 mai 2011, 12 000 exemplaires de ce même, à destination des provinces du sud (régions d'Ibb, de Taëz et de Hodeidah), ont été saisis et brûlés au check-point à l'entrée de la capitale, sans la moindre justification.

Le 17 mai, les forces de sécurité de Sanhan, région dont est originaire le président dans la province de Sanaa, ont interpellé le distributeur indépendant de journaux de la capitale, **Tawfiq Mourshid**. Malgré les négociations entre le Syndicat des journalistes et le ministère de l'Intérieur, il a été détenu pendant un jour et demi et privé de nourriture.

Le 16 mai, des sympathisants du gouvernement ont confisqué, à un check-point, des exemplaires du quotidien indépendant *Akhbar Al-Youm*, destiné à la région de Dhamar, au sud du pays. Le même jour, les forces de l'ordre ont saisi des exemplaires du journal indépendant *Al-Qadiya*, affilié à l'opposition, et ont empêché sa distribution dans le gouvernorat d'Aden, au sud du pays. Auparavant, le journal *Al-Yaqeen* avait été saisi au checkpoint de Dar Saad, à l'entrée de la ville d'Aden. En outre, le journaliste **Ibrahim Baadani** a été interpellé pendant plusieurs heures en raison de sa couverture des événements dans la région d'Ibb, au sud de la capitale. Il a été roué de coups et s'est vu

confisquer son appareil photo.

Par ailleurs, le 16 mai dernier, les forces de l'ordre ont attaqué **Riyad Al-Adib**, journaliste du site d'information indépendant *NewsYemen*, alors qu'il couvrait un sit-in de travailleurs de la compagnie pétrolière yéménite dans la province de Taëz, au sud de Sanaa. Le directeur adjoint du service de sécurité de la province, Mohamed Al-Shami, a confisqué la caméra du journaliste, l'a jetée par terre et l'a piétinée. Le journaliste a été interpellé avec les manifestants pendant une heure et a ensuite réussi à s'enfuir.

Le même jour, le journaliste **Riyad Shamsan**, employé du journal *Al-Thawra*, a reçu des menaces de mort et d'avoir la langue coupée.

Le 15 mai 2011, **Hossam Ashour**, secrétaire de rédaction du site d'information www.syonpress.com (basé dans le gouvernorat d'Hadramaout et correspondant du journal *Al-Nada'* et du site d'information *NewsYemen*, a été interpellé pendant plusieurs heures suite à la publication d'un de ses articles le 3 mai. La plainte a été déposée par le directeur du fond de reconstruction des provinces de Hadramaout et d'Al-Mahrah, fonds mis en place pour reconstruire l'infrastructure détruite par des fortes inondations en 2008. L'article de Hossam Ashour, titré "La vraie catastrophe" révélait des détournements de fonds. »

Article publié le 24/05/11 par [Reporters sans frontières](#).

[1] [Nazeera Saeed, torturée pour avoir couvert les manifestations pro-démocratiques](#).